

Le Midi Rouge

Bulletin de l'association Maitron Languedoc-Roussillon

N°1, Novembre 2002

EDITORIAL

En 1999, Plusieurs historiens et conservateurs de dépôts d'archives ont décidé de créer une association fédérant, en Languedoc-Roussillon, les personnes intéressées par la recherche historique concernant la gauche méridionale. L'objectif de cette association est double. Il vise en premier lieu à effectuer les notices biographiques des militants politiques, syndicalistes et associatifs de la gauche en Languedoc-Roussillon dans le cadre de la rédaction du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier (Maitron) édité sous l'égide du CNRS. Il a aussi pour finalité de favoriser les recherches en ce domaine, en dynamisant les échanges entre chercheurs et militants, en récupérant et repérant les différents fonds d'archives publiques ou privées, en appuyant la redécouverte de cette histoire. Ce bulletin a pour finalité de viabiliser ces premiers travaux. Il se veut aussi un appel à contribution, pour tous ceux –militants, étudiants, historiens, conservateurs- qui sont intéressés à contribuer à cette entreprise.

Olivier dedieu, président de l'association.

Pour tout renseignement :
Maitron Languedoc-Roussillon
CEPEL, Faculté de droit
39, rue de l'Université
34 060 Montpellier Cedex
Tel : 04 67 61 54 60
Fax : 04 67 61 54 82
Email : dedieu@sc.univ-montp1.fr

Adhésion et abonnement : 15 Euros, frais de port inclus

LE MAITRON 2001-2002

L'orientation prosopographique adoptée depuis 1999 a profondément modifié le travail des auteurs et l'image du Dictionnaire. Le nouveau support, le CD- ROM qui succède aux 44 volumes papier, permet de faire une place à l'iconographie et de reprendre pour les remanier ou les compléter des notices déjà éditées sur papier. Le CD-ROM actuellement disponible ajoute 7000 biographies qui tiennent compte des nouveaux fonds – dont les Archives de Moscou - .

Pour la période 1940-1968, les priorités soumises aux auteurs ont été révisées pour des raisons éditoriales : elles ne vont plus seulement aux « indispensables », dirigeants ou élus, mais aux militants dont les noms commencent par les lettres A, B, ou C et dont les biographies doivent être proposées en avril 2002.

La dernière « Journée Jean Maitron » a eu lieu le 5 décembre 2001. Le prix a été décerné à un Mémoire EHSS Paris 2001 : *La création de la médecine du travail en France 1914-1946*, de Jean-Claude Devinck, sous la direction de P.A. Rosental.

Le site internet Maitron.org donne toutes informations sur les colloques, expositions et publications en Histoire sociale et sur les dictionnaires spécialisés en cours de réalisation comme celui des Hospitaliers. Pour mémoire, rappelons les deux ouvrages collectifs récemment sortis des Editions de l'Atelier :

- *Le Siècle des Communismes*, septembre 2000
- *Komintern ,l'Histoire et les hommes, Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste*, septembre 2001

Maitron.org offre aussi aux auteurs un site réservé sur lequel ils peuvent intervenir grâce à un code d'accès.

BIOGRAPHIES

BARDE Edmond, François, né au Tech (Pyrénées-Orientales)

Né le 21 novembre 1887 ; mort à Palalda (commune d'Amélie-les-Bains- Palalda), le 19 août 1966. Comptable à Palalda. Militant du Parti socialiste S.F.I.O. Résistant. Premier sous-préfet de Céret à la Libération. Adjoint au maire d'Amélie-les-Bains – Palalda (1951-1953).

Fils d'Honoré Barde et de Rose Vilacèque, Edmond Barde avait épousé Rose Coste, connue familièrement sous le nom de « Babeth » : couturière de profession, elle confectionnait, en 1941 et en 1942, des robes pour les filles et la petite-fille de Pietro Nenni. Le couple n'eut pas d'enfant. Son neveu et homonyme nous a confié que son oncle était un « *homme cultivé* » qui « *lisait beaucoup* ». Pendant la Première Guerre mondiale, il fut mobilisé au 67^e régiment d'infanterie et passa une partie des hostilités à Madagascar. Pour sa participation à ce conflit, il fut décoré de la « Croix de Guerre ». Après la Première Guerre mondiale, il s'installa à Palalda, village du Bas Vallespir qui demeura une commune autonome jusqu'à sa fusion, en 1942, avec sa grande voisine, la station thermale d'Amélie-les-Bains. Ce faisant, il ne s'éloignait pas trop de sa commune natale, Le Tech, un petit village du Haut Vallespir. À Palalda, les traditions « rouges » étaient solidement implantées depuis la IIe République. Les souvenirs des luttes des années 1870 – 1871 y demeuraient vivaces dans les années 1920 et 1930, même si le conseil municipal échappait à la gauche. Edmond Barde se confond avec « Bardes », un des dirigeants de la S.F.I.O. dans le canton d'Arles-sur-Tech, mentionné dans les archives du cabinet du préfet. Il fut sans doute secrétaire de la section socialiste de Palalda.

Edmond Barde devint, avant 1939, un ami du député socialiste Louis Noguères.. Il était également très proche de Marcel Mayneris, originaire de Saint-Marsal, village des Aspres qui fut, entre 1935 et 1940, l'un des principaux dirigeants de la Fédération socialiste S.F.I.O. des Pyrénées-Orientales. Pendant la Seconde Guerre mondiale, Edmond Barde fut un résistant actif et courageux. On peut dire qu'il fut l'une des figures de la Résistance en Vallespir. Avec des Cérétans comme Jean Coste et Georges Figuères il fut l'un des responsables bénévoles d'une efficace filière de passages clandestins en Espagne. Il fit notamment franchir la

frontière à Jules Moch, avec qui il eut l'occasion, dans ces années de lutte clandestine, de nouer des liens étroits. Il assura également le passage d'un frère du général Giraud, celui de l'épouse d'un Rothschild, et, aussi, celui de son propre neveu qui put ainsi s'engager dans les F.F.L. Sollicité par Marcel Mayneris, Edmond Barde accepta de prendre en charge Pietro Nenni* (dirigeant socialiste italien, journaliste, réfugié en France depuis 1926) et sa famille pour lesquels il trouva, à Palalda et à proximité de son propre domicile, une spacieuse villa. Edmond Barde et son épouse furent toujours très attentionnés à l'égard de la famille Nenni avec qui ils nouèrent des liens d'amitié. L'Italien qui résida à Palalda jusqu'à son expulsion des Pyrénées-Orientales à la fin du mois de 1942 parle d'Edmond Barde dans son *Journal* en le désignant par le nom de « Barthe ». Le témoignage de P. Nenni nous donne quelques indications sur l'activité résistante d'Edmond Barde et de ses camarades de Palalda et d'Amélie-les-Bains. Nous apprenons ainsi qu'ils écoutaient attentivement les émissions de la radio de Londres.

Toujours en contact avec Marcel Mayneris, il intégra les rangs de « Libération », alors que, dans un premier temps, il aurait pu militer, dès 1941, à « Combat », comme beaucoup de ses amis socialistes de Céret. Il devint le chef des M.U.R. pour l'arrondissement de Céret, Jean Jorda, un autre militant de la S.F.I.O., étant son adjoint. À la fin du mois de janvier 1944, alors que le responsable de l'A.S. pour l'arrondissement de Céret était Pierre Mau, fut mise en place une structure unitaire pour ce même secteur (qui rassembla également le Front national et le P.C.), le « Comité d'entente de la résistance céretane » qui devait également déboucher sur la création d'un maquis, lui aussi unitaire, le « Maquis 44 », implanté dans les communes de Saint-Marsal et de Prunet-et-Bellpuig. En tant que responsable politique du M.L.N. dans l'arrondissement de Céret, Edmond Barde prit, en juin 1944, la direction du groupe de l'A.S. qui attendait dans la clandestinité le jour de la Libération pour réorganiser les pouvoirs publics, notamment ceux du chef-lieu de l'arrondissement, alors qu'un autre groupe s'installait au mas Cremat (commune de Prunet-et-Bellpuig), lieu de regroupement du « Maquis 44 ». Ainsi qu'on peut le voir sur une photographie exceptionnelle, publiée en 1998 par R. Gual et J. Larrieu, Edmond Barde assista, peu de temps après la Libération, au banquet de la victoire du « Maquis 44 » qui eut lieu au Mas Cremat.

Entre temps, le 19 août 1944, après l'accrochage d'une colonne allemande par le « Maquis 44 », à proximité de Céret, la ville avait été libérée. Le sous-préfet vichyste, Peretti Della Roca avait entre temps franchi la frontière au Perthus. Edmond Barde s'installa à la sous-préfecture. Délégué du Commissaire de la République à Céret, il fut pendant quelques jours le sous-préfet d'un arrondissement stratégique, car frontalier avec l'Espagne franquiste sur plus de 80 km. À la Libération, Edmond Barde reprit contact avec ses camarades de parti, Louis Noguères et Marcel Mayneris notamment. En mars 1945, il était à Paris, ainsi que nous l'apprend une lettre de Pietro Nenni, secrétaire général du P.S.I. en voyage officiel en France, à Marcel Mayneris (Marseille, 16 mars 1945). L'Italien l'avait invité en 1942, lui et sa femme à se rendre à Rome après la fin de la guerre. Le neveu d'Edmond Barde a confirmé que son oncle et sa tante purent se rendre en Italie où ils furent chaleureusement reçus par Pietro Nenni, devenu un parlementaire respecté qui, dès 1945, avait occupé des postes ministériels.

Edmond Barde continua de militer dans les rangs du Parti socialiste S.F.I.O. Il fut l'un des fidèles soutiens du député-maire de Thuir, président du conseil général des Pyrénées-Orientales. Il l'appuya fermement dans le conflit qui l'opposa à Arthur Conte. La fédération départementale de la S.F.I.O. fut ébranlée par les luttes qui opposèrent les deux hommes. Elle atteignit son paroxysme en 1950-1951. Louis Noguères réussit à faire exclure Arthur Conte en mai 1950, en prenant pour prétexte la réparation du quotidien perpignanais *L'Indépendant*, dont la publication avait été interrompue à la Libération et remplacée, sous l'égide du C.D.L.,

par celle du *Républicain du Midi*. Edmond Barde devint, en septembre 1950, le trésorier de la fédération « officielle » reconstituée, dirigée par Louis Noguères et opposée à la fédération « dissidente » à la dévotion d'Arthur Conte. Ces deux fédérations se réconcilièrent et fusionnèrent, lors d'un congrès de « regroupement socialiste » (10 mars 1952) qui permit la réintégration des « dissidents ».

Edmond Barde entra au conseil municipal d'Amélie-les-Bains-Palalda (les deux communes avaient été fusionnées autoritairement par Vichy le 1^e octobre 1942) le 17 décembre 1950, à la suite d'un renouvellement partiel provoqué par le décès du maire, Georges Bosch, et d'un conseiller municipal, Albert Fort. Le 23 janvier 1951, le décès du maire (S.F.I.O.), Jean Trescases, provoqua un remaniement de l'équipe municipale. Deux socialistes s'opposèrent pour accéder au poste de maire : Gustave Pouzens et Edmond Barde.

Trois tours de scrutin furent nécessaires pour les départager. Au 1^e tour, tous deux obtinrent 9 suffrages. Au second, Pouzens recueillit 10 voix alors que E. Barde en obtenait 7. Le troisième scrutin de l'assemblée municipale fut tout aussi serré, mais il permit à Gustave Pouzens de l'emporter avec 11 voix contre 9 à Edmond Barde. L'élection du second adjoint qui suivit permit à Edmond Barde d'accéder à cette fonction, dès le premier tour, avec 10 voix contre 2 à Berdaguer et 6 abstentions. Le décès, le 5 septembre 1951, du 1^e adjoint Sylvestre Dublois, permit, le 16 septembre, à Edmond Barde de le remplacer à ce poste. Le 14 février 1952, à la suite de nouvelles élections complémentaires, Paul Alduy, récemment élu au conseil municipal, devint maire d'Amélie-les-Bains-Palalda. Edmond Barde demeura 1^e adjoint de la commune. Le 10 mai 1953, fut installé le conseil municipal issu du scrutin des 26 avril et 3 mai 1953. Si tous les socialistes améliens du précédent conseil étaient réélus, Edmond Barde qui ne s'était pas représenté ne figurait plus dans l'équipe conduite par Paul Alduy, la nouvelle étoile montante de la politique départementale.

Edmond Barde était médaillé de la résistance française.

SOURCES : A.D.P.O., série M, versement du cabinet du préfet des P.O. (11 septembre 1951), liasse 177 (P.C. et S.F.I.O., 1934), annexes au rapport au ministre de l'Intérieur. Arch. Com. Amélie-les-Bains-Palalda, registre de l'état civil et des délibérations du conseil municipal- BALENT André, *DBMOF*, « Bardes », XVIII, 1982, p. 125, « Grau Senen et Grau Émile », XXX, 1987, p. 253, « Jorda Jean », XXXII, pp. 248-250, « Mau Pierre, François », XXXVI, 1990, pp. 105-106, « Matheu Ferréol, André », XXXVI, 1990, pp. 76-77 - BALENT André, « Du Front populaire à la Résistance. L'itinéraire d'un militant perpignanais : Marcel Mayneris (1899-1993) », *Études Roussillonnaises*, XVI, Canet, 1998, pp. 165- 191 -BALENT André, « Le séjour de Pietro Nenni (1891-1980) dans les Pyrénées-Orientales (1940-1942) », *Études Roussillonnaises*, XVII, Canet, 1999, pp. 143-159 -BERNIS Roger, *Roussillon politique. Du réséda à la rose... 1- Le temps de Quatrième (1944-1958)*, Privat, Toulouse, 1984 -CAILLIS Jean-Jacques, *Mon village dans le siècle (Amélie-les-Bains-Palalda) 1880-1999*, Créatech, Amélie-les-Bains, 2000 -GUAL Ramon, LARRIEU Jean, *Vichy, l'occupation nazie et la Résistance catalane*, Tome II b, Prades, 1998 -NENNI Pietro, *Taccuino 1942*, Ed. Avanti !, Milan, 1955, traduit en français (NENNI Pietro, *Vingt ans de fascisme. De Rome à Vichy*, François Maspero, Paris, 1960) - Entretiens avec : Edmond Barde (neveu et homonyme d'Edmond Barde) et son épouse, née Bouix, (Palalda 7 janvier 1998) ; Jean-Louis Coste, libraire retraité à Perpignan, neveu de Jean Coste, résistant socialiste céretan et ami d'Edmond Barde (Latour-de-Carol, 30 décembre 1997) -Renseignements communiqués par les services de l'état civil d'Amélie-les-Bains-Palalda, 17 avril 1998.

André Balent

ROUVE François, simon, jean.

Né à Montagnac (Hérault) le 1^{er} décembre 1911 ; mort dans la même ville le 25 juillet 1978. Brigadier de police, secrétaire général de la CGP, Maire adjoint de Montagnac (1971-1978), militant de la convention des institutions républicaines.

François Rouve est né le 1^{er} décembre 1911 à Montagnac, ville moyenne du département de l'Hérault. Son père, Simon, est un important charron forgeron de la commune. Il exploite aussi des vignes et s'implique dans la gestion des pompiers de la commune (dont il est capitaine). Politiquement, Simon, peu engagé localement, est plutôt proche des radicaux-socialistes. Son fils François, à l'issue de son certificat d'études, travaille dans un premier temps avec lui. Néanmoins, le choix de sa future épouse entraîne une brouille durable entre le père, qui est opposé à ce mariage et son fils. François va dès lors quitter la commune et partir à Toulouse où il travaillera, pendant un an, dans une entreprise de carrossage. Informé par son oncle, gardien de la paix à Paris des modalités de recrutement de la police parisienne, François est reçu en 1937 au concours des gardiens de la paix de la ville de Paris.

Dès son entrée dans le métier, François Rouve adhère au puissant syndicat autonome des personnels de la préfecture de police de Paris (il avait été membre de la CGT lors de son passage à Toulouse). Militant syndical actif, peu politisé, il acquiert rapidement des positions syndicales. Pendant la guerre, il est ainsi devenu délégué de la mutuelle et de l'orphelinat mutualiste. Dès 1940, il s'engage aussi nettement dans la résistance. Cette dernière s'organise véritablement en 1942 autour du front national Police. Recruté par Albin Maistre, responsable du 19^e arrondissement, il devient l'adjoint de ce dernier en mai 1942. Assistant de nombreux juifs (dont certains seront cachés par sa famille à Montagnac), il participe à des sabotages en 1944 et joue un rôle important lors de l'insurrection parisienne. C'est ainsi que du 19 au 25 août 1944, à la tête de 80 hommes, il prend la Cité avant d'attaquer, avec succès, la gare de Belleville.

Cette action résistante consacre sa notoriété dans le syndicat. Dès la Libération, ce dernier se développe et adhère à la CGT. François Rouve devient délégué du 19^e arrondissement et l'un des dirigeants du syndicat. Il est alors réputé proche du PC, tant par son action résistante que par ses liens de parenté (son beau-frère est membre de la commission exécutive du PC). En 1947, face aux conflits liés aux questions de parité entre police parisienne et nationale, le bureau du syndicat, proche du PC, est désavoué. C'est François Rouve, candidat, bénéficiant de soutiens dans les deux camps antagonistes, qui devient le nouveau secrétaire général du SGP qui quitte alors la CGT. Convaincant la CGT de ne pas créer un syndicat contre le SGP, il conforte la puissance de cette dernière qui regroupe 12 000 des 17 000 agents de la police de Paris et de sa banlieue. Syndicaliste actif, sa légitimité est rapidement incontestée. En 1953, quand le préfet de police révoque des gardiens de la paix communistes, il n'hésite pas, pendant quelques mois à adhérer au PC pour montrer son hostilité à ce type de mesures. De même, il obtient de Jules Moch des avantages pour ses adhérents que le SGP n'avait pu obtenir en 1947. Néanmoins, le ministre en profite pour imposer la fin du droit de grève. C'est avec le ministre François Mitterrand que les relations seront néanmoins les plus confiantes puisqu'il obtient alors le départ du préfet Bellot. Son travail syndical porte aussi sur le redéploiement de son organisation. Avec les syndicalistes belges et berlinois, il est à l'origine de la création de l'union internationale des syndicats de police. Sur le territoire national, il prend les premiers contacts avec les syndicats de la police nationale (SNPT) et des CRS (SNIP) en vue d'une fusion qui ne sera néanmoins effective qu'en 1969, avec la création de la FASP.

Avec la guerre d'Algérie, François Rouve va obtenir une nouvelle stature. En Octobre 1961, le préfet de police interdit une manifestation organisée par le FLN qui tente de prouver la force de son implantation à Paris. Les dirigeants de la SGP protestent dans la presse, ce qui vaut à François Rouve une mise à pied de 5 jours. En 1962, il dénonce publiquement le massacre de Charone dans l'Express et le Monde. Traduit en conseil de discipline par Maurice Papon, alors préfet de police, il est révoqué le 5 mai 1962 (Il ne sera réintégré qu'en 1966 suite à l'arrêt du Conseil d'Etat du 25 mai 1966). Devenu une figure de la gauche opposée à l'Algérie, il bénéficie d'une notoriété importante dans les milieux de la gauche parisienne. Néanmoins, malade, il quitte alors en décembre 1962 Pantin pour s'installer à Montagnac. C'est son fils Jean, entré dans la police parisienne en 1960 qui reprendra alors le flambeau syndical, intégrant le bureau fédéral de la CGP puis devenant administrateur de la FASP dès 1970.

Revenu dans sa commune natale, François Rouve s'engage désormais politiquement dès 1965 en faveur de François Mitterrand dont Georges Sutra et Gérard Delfau, du canton voisin de Pezenas, soutiennent la candidature. Recruté par Jean Peyrottes, il adhère à la nouvelle convention des institutions républicaines qui dispose d'une importante section regroupant les militants de Pezenas et Montagnac. Quand les deux sections sont scindées, il devient le secrétaire de Montagnac. En 1969 il est par ailleurs membre de la commission fédérale provisoire de fusion SFIO / CIR. Néanmoins, dans ce canton, les relations avec les cadres de la SFIO restent tendues, notamment avec Charles Alliès (voir ce nom), secrétaire fédéral, président de la commission des finances du conseil général et conseiller général du canton. Cette tension aboutit à une intégration tardive des conventionnels du canton quand ailleurs la fusion est effective dès 1970. La conflictualité prend une nouvelle ampleur en 1971 puisque, lors des élections municipales, la CIR décide de faire liste commune avec le PC contre une coalition sortante regroupant SFIO et radicaux. Vainqueurs, les communistes obtiennent le poste de maire qui échoit à André Gallan, alors que le poste de premier adjoint est dévolu par les conventionnels à François Rouve. Très intégré localement (il dirige un temps l'équipe de foot et la société de chasse), il reconquiert son mandat en 1978. Du reste, il a gardé de nombreux contacts nationaux, dont celui de François Mitterrand qui vient lui rendre visite à Montagnac en 1974.

Néanmoins, la carrière politique de François Rouve est brutalement stoppée par la maladie. Atteint d'un cancer, il décède le 25 Juillet 1978.

Olivier Dedieu

**BEILLE Antoine, Henri, Césaire, Paul. (Hérault, Parti communiste)
Pseudonyme dans la résistance : Commandant Nassin.**

Né le 30 août 1917 à Nissan (Hérault); professeur d'espagnol; militant communiste; membre du comité fédéral communiste de l'Hérault à partir de 1956 ; élu municipal communiste à Sète de 1952 à 1983 ; membre fondateur en 1949 du Mouvement de la paix à Sète et membre du conseil national de ce Mouvement ; membre fondateur de l'association France-Cuba en 1962.

Fils d'un petit viticulteur, Ernest Beille (1898-1951) qui fut l'un des fondateurs de la cave coopérative de Nissan, Antoine Beille put faire des études supérieures à Montpellier grâce à des concours familiaux. Après une licence et un DES en Espagnol, il préparait

l'agrégation quand intervint la mobilisation de septembre 1939. Incorporé conformément à son choix dans le 21^o régiment de marche des volontaires étrangers il fut grièvement blessé en mai 1940 dans les Ardennes. Il ne quitta l'hôpital militaire de Cahors qu'en juin 1941. Revenu à Montpellier, il se maria le 6 juillet 1941 avec Germaine Albert, étudiante en pharmacie, fille de viticulteurs aisés de Nissan.

L'éveil au militantisme d'Antoine Beille a procédé de trois facteurs : antifascisme, résistance, pacifisme. Pendant la guerre d'Espagne, il fut impliqué avec sa famille dans l'aide aux républicains espagnols. Son père était secrétaire de la section SFIO de Nissan. Lui-même confirma cet engagement après la Seconde Guerre mondiale en participant à des actions de solidarité en faveur des anti-franquistes. Il devint membre correspondant de l'Union des combattants de la guerre d'Espagne. En novembre 1979, il assista au Congrès national de l'ARAC (Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre) qui se tint à Montpellier avec la participation d'une délégation espagnole de la UNEX (Union de excombatientes de la Guerra de Espana) et il fut ensuite à deux reprises, en février 1981 et en décembre 1982, le délégué de l'ARAC à la conférence internationale de Madrid pour la sécurité et la paix en Europe.

Le second vecteur fut la résistance : dès 1941, il adressa des amis juifs à ses parents, et son village de Nissan accueillit au total une trentaine de juifs auxquels furent fournis de faux papiers. Antoine Beille, ses parents et son épouse, ont reçu la Médaille des Justes décernée par Israël. D'abord intégré dans l'AS (Armée secrète) en 1941 sur la sollicitation de son colonel qui était responsable AS en Languedoc-Roussillon, il rejoignit en octobre 1942 le Front national à Saint-Pons (Hérault) où il venait d'obtenir son premier poste de professeur d'espagnol. Il s'agissait d'aider le maquis FTPF. Jean Grandel, essentiellement composé de communistes sétois. Antoine Beille devint le responsable militaire du réseau allant de Nissan à La Salvetat. Son pseudonyme dans la clandestinité était Nassin, anagramme de Nissan. Il prit contact dans la clandestinité avec la cellule communiste de Nissan. Président du comité local de Libération de Nissan à la Libération, il soutint en accord avec son père Ernest Beille l'option de la liste unique aux élections municipales d'avril 1945. Il refusa de prendre la tête de la liste socialiste quand la section SFIO choisit de présenter une liste séparée. En 1945, son évolution politique fut alimentée par les contacts pris avec Jean Zyrowski qui, après avoir représenté l'extrême gauche du Parti socialiste, décida d'adhérer au Parti communiste . En 1946, Antoine Beille y adhéra lui aussi. Son père avait partagé ses vues sur la nécessité de l'union des composantes de la gauche. Déçu, mais fidèle à ses convictions, il ne reprit pas sa carte du Parti socialiste, mais il ne suivit pas son fils au Parti communiste.

Le troisième vecteur fut le pacifisme : il fut l'un des fondateurs du Mouvement de la Paix à Nîmes et à Sète Il resta président du conseil communal de la paix de Sète pendant quarante cinq ans et membre du conseil national du Mouvement de la Paix.

Après la guerre, il obtint le CAPES en Espagnol en 1947. Il fut professeur à Nîmes au Lycée Daudet de 1947 à 1949, puis à Sète, où il fut nommé en 1949, au Lycée Paul Valéry. Militant communiste, il exerça en même temps une activité syndicale d'abord à la CGT, puis au SNES à partir de 1950. En 1956, il devint membre du comité fédéral communiste de l'Hérault et conseiller municipal à Sète. Elu municipal jusqu'en 1983, il exerça les fonctions d'adjoint au maire pour l'enseignement public et la culture (1959) puis pour la section des pêches maritimes (1959), et de délégué aux Anciens combattants et victimes de guerre;

En 1962, il fut membre fondateur à Paris de l'association France-Cuba.

Antoine Beille a reçu la croix de guerre avec palme en 1940 et la médaille militaire en 1949. Son action résistante lui a valu, outre la Médaille des Justes, en 1983, la croix de guerre avec étoile d'argent au titre de la résistance. Il est devenu chevalier de la Légion d'Honneur en 1983.

SOURCES : A.D.Hérault (séries M et W).- *Le Travailleur du Languedoc* et son supplément *La Voix des pêcheurs* de 1958 à 1960.-Entretiens avec Antoine Beille les 18 août et 25 novembre 1998.-Archives privées d'Antoine Beille.--Lucien Lazare, « Le Livre des Justes » ,éd. J.C.Lattès, Paris, 1993.

ICONOGRAPHIE : Base iconographique du DBMOF, scan 568.

Hélène Chaubin.

ETAT DES RECHERCHES REGIONALES

La SFIO dans l'Hérault (1940-1980).

L'étude des partis politiques de ce département, depuis 1940, a peu donné lieu à étude jusqu'à présent, faute de chercheurs, mais aussi au regard de la pauvreté des archives. Sauf oubli de notre part, nous voudrions dresser ici un inventaire des recherches et des sources concernant cette organisation partisane, qui, pour la période de la IV et de la Ve République, reste un travail encore en friche.

Archives : plusieurs dépôts d'archives sont nécessaires pour une recherche sur la SFIO de l'Hérault. Au point de vue national, il s'agit d'abord des dépôts effectués par le parti lui-même. Ceux-ci sont consultables à l'OURS pour la période antérieure à 1971, de la fondation Jean Jaurès pour la période suivante (élections, correspondance fédérale, etc.). Pour la résistance, on pourra aussi utilement consulter les archives de l'IHTP (les témoignages résistants, notamment celui de Noguères, qui aussi déposés aux archives nationales), mais aussi celles de la FNSP (nota. Le fond Daniel Mayer). Reste enfin la consultation des archives nationales (dont le fond Jules Moch soumis à autorisation) sachant que ces dernières sont souvent redondantes avec les séries W du département.

Les archives départementales offrent de nombreuses sources (politique, syndicale, électorale) bien que manque cruellement un inventaire. Concernant les notes de renseignement sur la SFIO et les élections locales et nationales, les fonds sont quasi-exhaustifs. On citera aussi les journaux fédéraux (Populaire du Languedoc qui devient en 1947 le Combat socialiste) et locaux (Le Socialiste de Pézenas. Le nombre important de fonctionnaires dans l'encadrement du parti nécessite de consulter les fonds des archives des services déconcentrés autre que ceux de la préfecture. Le fond du conseil général est non inventorié. Il reste néanmoins la collection des délibérations. Les fonds communaux sont encore inexploités pour cette période, soit parce qu'en cours d'inventaire (Montpellier, Frontignan) soit parce qu'inexistants.

La fédération socialiste n'a, aujourd'hui, aucune archive, celles de l'ancien secrétaire fédéral, Charles Alliès, n'étant pas consultables, alors que celles de son successeur Adolphe Benamour ne sont pas encore triées. Les archives des sections existent rarement. Il reste à en

dresser un inventaire. La section de Béziers a gardé les siennes (elles couvrent la deuxième moitié des années 1940).

Bibliographie :

Peu de socialistes ont porté témoignage de leurs activités militantes. Il y a deux exceptions néanmoins : Jules Moch (*Une si longue vie*, Robert Laffont, 1976) et Henri Noguères, qui, dans son histoire de la résistance, s'étend longuement sur son rôle dans la résistance et les conflits PS-PC durant cette période (*Histoire de la résistance en France*, Robert Laffont, 5 tomes, 1972-1981) et qui a, par ailleurs, laissé un manuscrit non publié déposé au siège national de la ligue des droits de l'homme.

Le reste de la bibliographie traite principalement de deux facettes de la SFIO, ces notables et son rôle dans la résistance. Dans la première catégorie, on citera en premier lieu deux études monographiques (une biographie de Jules Moch, qui ne traite quasiment pas de l'Hérault (Eric Méchoulan, Jules Moch, un socialiste dérangeant, LGDJ, 1999) et la nôtre consacrée à Raoul Bayou ("Raoul Bayou, député du vin", *Pole Sud*, n°9, 1998). Plus globalement, Denis Lacorne (Les notables rouges, PFNSP, 1980) a étudié l'impact de l'union de la gauche lors des municipales de 1977 alors que Pierre Bosc (*Les Notables en question*, Presses du Languedoc, 1977) dresse avant les élections de 1977 un panorama des grands notables régionaux (dont de nombreux socialistes). Hors l'historiographie locale (notamment les histoires de Sète, Béziers, Montpellier, éditées par Privat), le reste de la bibliographie porte sur la résistance. Pour les plus importants, citons les ouvrages portant sur le parti socialiste (Marc Sadoun, *Les socialistes sous l'occupation*, PFNSP, 1982 ; Olivier Dedieu, "Résistance et pouvoirs dans l'Hérault" in *La résistance en Europe du Sud*, Jean-Marie Guillon, Robert Mencherini (Dir.), Paris, L'Harmattan, 1999 et "Les logiques d'entrée en résistance : le cas des socialistes de l'Hérault", *Liame*, n° 2, novembre 1998). L'influence socialiste dans les mouvements non communistes fait qu'il est aussi nécessaire de se pencher aussi sur les principaux ouvrages traitant de Vichy et de la Libération, ou des mouvements de résistance (Laurent Douzou, *La désobéissance : histoire d'un mouvement et d'un journal clandestins, Libération-Sud, 1940-1944*, O. Jacob, 1995), Roger Bourderon *Libération du Languedoc méditerranéen*, Hachette, 1974, JA Bailly *La Libération confisquée : le Languedoc, 1944-1945*, A. Michel, 1993, Sagnes, Jean, *L'Hérault dans la guerre : 1939-1945 : la vie quotidienne sous l'occupation*, Ed. Horvath, 1986, Gérard Bouladou, *L'Hérault dans la Résistance : 1940-1944*, Nîmes, Lacour, 1992, etc.... Enfin, au-delà de deux articles transversaux sur la SFIO (O. Dedieu, "Les rouges et le vin, les socialistes à la conquête de la viticulture languedocienne", in *Vignobles du Sud, XVIIe-Xxe siècles*, Geneviève Gavignaud-Fontaine (Dir.), Presses de l'Université Paul Valéry, septembre 2002, (à paraître) ; "La fédération socialiste de l'Hérault de 1944 à 1948", *Recherche Socialiste*, n°4, 1998) citons trois mémoires de DEA de Science Politique (Montpellier 1) consacrés à Jean Bene (Pelat, 1988), Charles Alliès (Nourrigat, 1997) et Marcel Vidal (Negrou, 1999).

Olivier Dedieu

Histoire d'une grande entreprise en Languedoc : la Source Perrier et son personnel 1903-1990.

Par son management comme par son syndicalisme, l'entreprise Perrier de Vergèze figure parmi les locomotives industrielles de la France contemporaine. L'analyse historique à l'échelle de l'entreprise permet d'entrer dans une réflexion approfondie sur les liens qui

peuvent exister entre l'entreprise et la société environnante, en jouant sur les différentes échelles géographiques et en multipliant les approches disciplinaires indispensables à l'appréhension de cette histoire (histoire économique et sociale, droit du travail, sociologie des organisations, archéologie industrielle, gestion et techniques commerciales).

Cette histoire d'entreprise permet d'appréhender trois grands problèmes contemporains : la dynamique locale de la mondialisation ; la création de nouvelles consommations au cours du XX^{ème} siècle, et surtout, la place des communautés de travail dans l'entreprise, à la fois comme élément essentiel du système social mais aussi comme support d'une culture bien particulière.

La main d'œuvre, recrutée sur place, entre à l'usine avant la guerre de 1914 avec une conscience de classe affirmée, acquise dans les combats viticoles du début du siècle. Une politique sociale aux tendances paternalistes est instaurée à l'usine à la fin des années trente et fait accepter globalement le travail industriel, alors que l'activité viticole périclité. Lorsque l'entreprise prend de l'ampleur au cours des années soixante, le recrutement élargi dans la plaine languedocienne favorise une nouvelle phase de contestation par l'arrivée d'anciens ouvriers agricoles pétris de culture syndicaliste-révolutionnaire. Ces derniers obtiennent la mainmise sur le système des relations sociales et donnent le ton au droit du travail français en provoquant un revirement de jurisprudence historique de la Cour de cassation en 1974 sur la protection des représentants du personnel, rendant sa pleine mesure aux lois protectrices de 1945-1946.

L'ensemble permet de comprendre qu'à bien des égards, il existe une sorte d'appropriation de l'entreprise par son groupe ouvrier. Dès lors, il s'opère à Vergèze ce que Denis Segrestin et Nicole Mercier ont remarquablement décrit : “ la mobilisation de l'identité d'entreprise peut provoquer un transfert symbolique de l'entreprise d'un propriétaire abstrait vers la communauté de travail qui s'élargit du groupe ouvrier à toutes les catégories de salariés, cadres compris, puis à toute la société locale ”. Après l'O.P.A. de Nestlé en 1993, l'usine de Vergèze devient un site parmi d'autres du géant Suisse. Pour la première fois, de manière aussi éclatante, les ouvriers, les populations locales, sont confrontées au décalage entre lieu de production et lieu de décision.

Nicolas Marty